

## ARRÊTÉ DU MAIRE D'AMANCY N° 2024-061

### Arrêté réglementant temporairement la circulation sur l'Impasse des Alysses

**Le Maire de la commune d'AMANCY,**

**VU** les articles L 2213-1 à L2213-6 du C.G.C.T ;

**VU** les articles 131-12 et 131-13, R 610-3 et R 610-5 du Code pénal ;

**VU** le Code de la Route et notamment son livre IV,

**VU** le Code de la Voirie Routière et notamment son article L 131-3,

**VU** l'arrêté ministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié,

**VU** la demande présentée par l'entreprise SOBECA Scionzier en vue de réaliser des branchements du réseau de Gaz sur l'Impasse des Alysses.

**Vu** la permission de voirie n°2024-060

**VU** les modalités d'exploitation arrêtées pour réaliser les travaux projetés,

**CONSIDERANT** la nécessité de réaliser les travaux évoqués supra,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'exécuter ces travaux dans les meilleures conditions de sécurité, tant pour les usagers de la route que pour les entreprises y intervenant,

**CONSIDERANT** que, dans ces conditions, il y a lieu de réglementer la circulation de tous les véhicules sur l'Impasse des Alysses.

## ARRÊTÉ

### ARTICLE 1

**Pendant 15 jours du 24 avril au 10 mai 2024 inclus**, sur l'Impasse des Alysses, après le bâtiment collectif numéroté 129 et 139, sur une distance de 100m environ, la circulation des véhicules de toutes catégories s'effectuera par sens alternés, réglés manuellement à l'aide de piquets K10 ou de panneaux B15/C18.

### ARTICLE 2

La vitesse de tous les véhicules sera limitée à 30 km/h sur l'emprise du chantier, et les dépassements y seront interdits, quel que soit le nombre de voies laissées libres à la circulation.

### ARTICLE 3

La signalisation et le balisage du chantier seront mis en place et entretenus par l'entreprise chargée des travaux, sous le contrôle des services municipaux.

### ARTICLE 4

L'accès des riverains sera intégralement maintenu.

## ARTICLE 5

Les infractions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la loi par la Gendarmerie et tout autre agent compétent.

## ARTICLE 6

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

## ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté, qui sera affiché à la porte de la mairie et sur place, sera transmise à :

La société SOBECA Scionzier  
La CCPR

Fait à AMANCY le 19 avril 2024

L'adjoint au Maire délégué,  
**Christophe VIANDAZ**



*Certifié exécutoire*  
*Affiché le 19 avril 2024*